SNUipp-FSU Paris
Snudi-FO Paris
Se Unsa Paris
Sud Education Paris
CNT-Ste Paris
CGT Educ'Action Paris

Paris, le 20 mars 2019

À l'attention de Mesdames et Messieurs les Inspecteurs-trices chargé-es de circonscription

Objet : soutien aux enseignant-es mobilisé-es contre les évaluations nationales CP

Mesdames et messieurs les Inspecteurs-trices

Comme vous le savez, la journée de grève du 19 mars a été très suivie dans les écoles maternelles et élémentaires, plusieurs centaines de collègues étaient présent-es lors des deux réunions organisées par nos syndicats. Nous tenions à nous adresser formellement à vous au sujet des évaluations nationales CP.

Pour des raisons que vous connaissez, les syndicats parisiens SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, Sud Education, CNT-STE et CGT Educ'Action ont appelé les enseignant-es à ne pas faire passer les évaluations et à ne pas saisir les résultats dans l'application dédiée. Face à la mobilisation importante des enseignant-es, le ministère de l'Éducation nationale a décidé d'entrer en guerre contre les professeur-es en les menaçant de sanctions pour faute professionnelle. Malgré les différents engagements passés du Dasen de ne pas sanctionner les collègues mobilisé-es, l'Académie a répercuté ces menaces sur les collègues parisien-nes.

Pour nos organisations, ce ne sont pas seulement les enseignant-es de CP qui sont concerné-es, mais c'est bien l'ensemble de la profession qui est visée. Formations obligatoires, méthodes de lectures imposées, injonctions pédagogiques diverses et variées... Cette dérive autoritariste s'inscrit dans une politique plus générale de caporalisation des enseignant-es dont témoigne notamment le projet de loi Blanquer sur « l'école de la confiance ».

Les syndicats parisiens SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, Sud Education, CNT-STE et CGT Educ'Action dénoncent la dérive autoritariste du Ministère et de l'Académie. Nous réaffirmons notre plein soutien aux collègues mobilisé-es et exigeons la fin des pressions et des menaces, qu'elles soient à l'encontre des enseignant-es chargé-es de classe ou directeur-trices d'école.

Notre détermination et notre colère sont largement partagées par les enseignant-es des écoles parisien-nes comme le démontrent les débats d'hier et les dizaines de motions de conseil des maitre-sses déjà été votées en deux jours.

C'est donc bien l'ensemble de la profession qui sera aux côtés des enseignant-es qui seraient menacées de sanction à titre individuel !

Veillez croire, Mesdames et messieurs les IEN, en notre attachement au service public d'éducation.

Les syndicats parisiens SNUipp-FSU, Snudi-FO, Se Unsa, Sud Education, CNT-Ste et CGT Educ'Action